

OPCVM relevant de la Directive européenne 2009/65/CE

ECHIQUIER LUXURY

Fonds Commun de Placement

Prospectus

ECHIQUIER LUXURY

I – CARACTERISTIQUES GENERALES

FORME DE L'OPCVM

- Forme de l'OPCVM :** Fonds Commun de Placement (FCP) relevant de la Directive européenne 2009/65/CE
- Dénomination :** ECHIQUIER LUXURY
- Forme juridique :** Fonds Commun de Placement (FCP) constitué en France.
- Date de création et durée d'existence prévue :** Le FCP a été créé le 09 mai 2007 pour une durée de 99 ans.

Synthèse de l'offre :

Code ISIN	Affectation des sommes distribuables	Devise de libellé	Souscripteurs concernés	Montant minimum de souscription
Part I : FR0010458265	Résultat net : capitalisation Plus-values nettes réalisées : capitalisation	Euro	Tous souscripteurs et plus particulièrement les investisseurs institutionnels	1 part, valeur d'origine de la part à 100 euros
Part P : FR0010960930	Résultat net : capitalisation Plus-values nettes réalisées : capitalisation	Euro	Tous souscripteurs et plus particulièrement les particuliers et plateformes de distribution. La part pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation en unité de compte	1 part, valeur d'origine de la part à 100 euros

Indication du lieu où l'on peut se procurer le dernier rapport annuel et le dernier état périodique :

Les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

La Financière de l'Echiquier

53 avenue d'Iéna
75116 PARIS

Ces documents sont également disponibles sur le site <http://www.lfde.com>

Les investisseurs professionnels soumis à des obligations prudentielles en matière de placements peuvent demander à la société de gestion la composition de l'actif de l'OPC. La communication de ces informations sera réalisée conformément aux dispositions définies par l'Autorité des marchés financiers. Pour toute information complémentaire, les porteurs peuvent interroger la société de gestion.

II – LES ACTEURS

❑ Société de Gestion :

La Société de gestion a été agréée par l'Autorité des Marchés Financiers, le 17/01/1991, sous le n° d'agrément GP91-004 en qualité de gestion de portefeuille – agrément dit général

- **LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER**

53, avenue d'Iéna
75 116 Paris

❑ Dépositaire et conservateur :

Les fonctions de dépositaire et conservateur sont assurées par :

- **BNP Paribas Securities Services**

S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
Adresse postale :
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

Identité du Dépositaire de l'OPCVM

Le Dépositaire de l'OPCVM est BNP Paribas Securities Services SCA, une filiale du groupe BNP PARIBAS SA située au 9, rue du Débarcadère 93500 PANTIN (le "Dépositaire"). BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, Société en commandite par actions immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 552 108 011 est un établissement agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et soumis au contrôle de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), dont le siège social est à Paris 2ème, 3, rue d'Antin.

Description des responsabilités du Dépositaire et des conflits d'intérêts potentiels

Le Dépositaire exerce trois types de responsabilités, respectivement le contrôle de la régularité des décisions de la société de gestion (comme défini dans l'article 22.3 de la directive UCITS 5), le suivi des flux espèces de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.4) et la garde des actifs de l'OPCVM (comme défini à l'article 22.5).

L'objectif premier du Dépositaire est de protéger l'intérêt des porteurs / investisseurs de l'OPCVM, ce qui prévaudra toujours sur les intérêts commerciaux.

Des conflits d'intérêts potentiels peuvent être identifiés notamment dans le cas où la Société de Gestion entretient par ailleurs des relations commerciales avec BNP Paribas Securities Services SCA en parallèle de sa désignation en tant que Dépositaire (ce qui peut être le cas lorsque BNP Paribas Securities Services calcule, par délégation de la Société de gestion, la valeur liquidative des OPCVM dont BNP Paribas Securities Services est Dépositaire ou lorsqu'un lien de groupe existe entre la Société de gestion et le Dépositaire).

Afin de gérer ces situations, le Dépositaire a mis en place et met à jour une politique de gestion des conflits d'intérêts ayant pour objectif :

- L'identification et l'analyse des situations de conflits d'intérêts potentiels
- L'enregistrement, la gestion et le suivi des situations de conflits d'intérêts en :
 - o Se basant sur les mesures permanentes en place afin de gérer les conflits d'intérêts comme la ségrégation des tâches, la séparation des lignes hiérarchiques et fonctionnelles, le suivi des listes d'initiés internes, des environnements informatiques dédiés ;
 - o Mettant en œuvre au cas par cas :
 - ✓ des mesures préventives et appropriées comme la création de liste de suivi ad hoc, de nouvelles murailles de Chine ou en vérifiant que les opérations sont traitées de manière appropriée et/ou en informant les clients concernés
 - ✓ ou en refusant de gérer des activités pouvant donner lieu à des conflits d'intérêts.

Description des éventuelles fonctions de garde déléguées par le Dépositaire, liste des délégataires et sous- délégataires et identification des conflits d'intérêts susceptibles de résulter d'une telle délégation

Le Dépositaire de l'OPCVM, BNP Paribas Securities Services SCA, est responsable de la garde des actifs (telle que définie à l'article 22.5 de la Directive 2009/65/CE modifiée par la Directive 2014/91/UE). Afin d'offrir les services liés à la conservation d'actifs dans un grand nombre d'Etats, permettant aux OPCVM de réaliser leurs objectifs d'investissement, BNP Paribas Securities Services SCA a désigné des sous-conservateurs dans les Etats où BNP Paribas Securities Services SCA n'aurait pas de présence locale. Ces entités sont listées sur le site internet suivant :
<http://securities.bnpparibas.com/solutions/asset-fund-services/depositary-bank-andtrustee-serv.html>

Le processus de désignation et de supervision des sous-conservateurs suit les plus hauts standards de qualité, incluant la gestion des conflits d'intérêt potentiels qui pourraient survenir à l'occasion de ces désignations.

Les informations à jour relatives aux points précédents seront adressées à l'investisseur sur demande.

Etablissement en charge de la tenue du compte émission par délégation :

- BNP Paribas Securities Services

Commissaires aux comptes :

- **COREVISE SA** (Représentée par Monsieur Fabien Cregut)
3-5 rue Scheffer
75016 Paris

Commercialisateur :

- **LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER**
53, avenue d'Iéna
75 116 Paris

Délégués :

- Gestionnaire comptable par délégation :
 - **BNP Paribas Securities Services**
S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
Adresse postale :
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

Conseillers :

Néant

Centralisateurs :

- Identité du centralisateur :
 - **La Financière de l'Echiquier**
53, avenue d'Iéna
75 116 Paris

Identité de l'établissement en charge de la réception des ordres de souscriptions et rachats par délégation :

- **BNP Paribas Securities Services**
S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
Adresse postale :
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

III – MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION

3.1. CARACTERISTIQUES GENERALES

Caractéristiques des parts ou actions :

- Code ISIN : Part I : FR0010458265
Part P: FR0010960930
- Nature du droit attaché aux parts : Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.
- Inscription à un registre ou précision des modalités de tenue du passif : La tenue du passif est assurée par le dépositaire. Les parts du FCP sont enregistrées auprès d'Euroclear.
- Droit de vote : Aucun droit de vote n'est attaché aux parts du FCP, les décisions étant prises par la société de gestion.
- Forme des parts : Au porteur.
- Décimalisation : Les parts du fonds ne sont pas décimalisées.

Date de clôture :

Dernier jour de bourse du mois de décembre.

❑ **Indications sur le régime fiscal :**

L'OPCVM en tant que tel n'est pas sujet à imposition. Toutefois, les porteurs de parts peuvent supporter des impositions du fait des sommes distribuées par l'OPCVM, le cas échéant ou lorsqu'ils céderont les parts de celui-ci.

Le régime fiscal applicable aux sommes distribuées par l'OPCVM ou aux plus ou moins-values latentes ou réalisées par l'OPCVM dépend des dispositions fiscales applicables à la situation particulière de l'investisseur, de sa résidence fiscale et/ou de la juridiction d'investissement de l'OPCVM. Les sommes distribuées par l'OPCVM à des non-résidents en France sont susceptibles de supporter dans cet Etat une retenue à la source.

D'une manière générale, les porteurs de parts du fonds sont invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin de déterminer les règles fiscales applicables à leur situation particulière.

3.2. DISPOSITIONS PARTICULIERES

❑ **Code ISIN** : Part I : FR0010458265

Part P : FR0010960930

❑ **Classification** : Actions Internationales

❑ **OPCVM d'OPC** : Jusqu'à 10%

❑ **Objectif de gestion** :

ECHIQUIER LUXURY est un fonds axé sur le secteur du Luxe. Le FCP a pour but de surperformer (net de frais de gestion) l'indice MSCI World sur la durée de placement recommandée. Il est principalement investi en actions internationales émises par des sociétés dans le secteur du Luxe.

❑ **Indicateur de référence** :

Le MSCI World est calculé en euros et dividendes réinvestis (Code Reuters : .DMIWO00000NUS). Les indices MSCI sont calculés par Morgan Stanley Capital International (informations disponibles sur le site : www.msci.com).

L'indice de référence ne constitue qu'un indicateur de comparaison a posteriori de la performance. La gestion de cet OPCVM n'est ni indicielle, ni à référence indicielle. Aucune corrélation n'est recherchée avec l'indice de référence. En conséquence, la composition du portefeuille ne suit pas celle de l'indice et la performance de FCP peut s'éloigner durablement de cette référence.

❑ **Stratégie D'investissement** :

• **Stratégie utilisée pour atteindre l'objectif de gestion :**

1) Pour la poche actions

Le fonds est exposé entre 60 et 100% de son actif en actions du secteur du Luxe par ailleurs le FCP se réserve le droit d'investir, à titre accessoire, dans des actions n'appartenant pas au secteur du Luxe.

Les valeurs privilégiées dans le FCP sont des grandes capitalisations, sans exclure les petites et moyennes capitalisations selon les conditions de marchés.

La société de gestion sélectionne une liste d'entreprises au sein des différents pays de l'indice MSCI World (Europe, Etats-Unis, Asie). Le choix sectoriel reflète le résultat de l'analyse macro-économique effectué par la société de gestion, qui ne retient que des leaders créateurs de valeurs à bonne visibilité de résultats.

Le portefeuille peut concentrer de fortes convictions avec une surpondération notable sur certaines valeurs et une sous pondération, voir l'absence totale sur d'autres.

Des prises de bénéfices régulières sont opérées pour ramener les niveaux de pondérations à des niveaux de risques acceptables.

L'utilisation des instruments financiers à terme, conditionnels ou non, fait partie intégrante du processus d'investissement en raison de leurs avantages en matière de liquidités et/ou de leur rapport coût/efficacité.

Ils permettent d'intervenir rapidement en substitution de titres vifs, notamment à l'occasion de flux liés aux souscriptions/rachats. Il s'agit néanmoins d'une composante non essentielle d'un processus basé sur l'analyse fondamentale. L'utilisation de dérivés exclue tous taux d'exposition global supérieur à 100%.

2) Pour la poche « Titres de créance et instruments du marché monétaire »

Le fonds pourra investir jusqu'à 40% de son actif en titres de créances et instruments du marché monétaire comprenant notamment les BTAN, les BTF, les Billets de Trésorerie, des certificats de dépôts, des ECP (european commercial papers) libellés en euros. ECHIQUIER LUXURY pourra également investir dans des titres de créance émis par les Etats-Unis dans la limite des ratios réglementaires.

A titre accessoire, le fonds pourra investir sur des produits de taux non libellés en euros ou en dollars américains.

3) Pour la poche « OPCVM, FIA, fonds d'investissement et ETF » (10% maximum)

Le FCP peut détenir jusqu'à 10% de son actif net en actions ou parts d'OPCVM (français et étrangers), de FIA, français ou européens, ou de fonds d'investissement étrangers, dont des ETF (Exchange-Traded Funds).

La sélection d'OPC fait l'objet d'une approche duale, quantitative et qualitative. Selon notre analyse, nous privilégions la transparence de la stratégie, la qualité et stabilité de l'équipe de gestion et de son process, et enfin l'approche rendement risque. La sélection d'OPC est réalisée sans contrainte géographique, ni de stratégie, ni de classification. Les OPC sélectionnés respectent les 4 critères de l'article R214-13 du Code Monétaire et Financier.

Le FCP pourra investir jusqu'à 10% de son actif net dans des OPCVM, FIA ou fonds d'investissement monétaires, sans contrainte de devise.

Les OPC mentionnés peuvent être gérés par la société de gestion ou des sociétés qui lui sont liées.

4) Pour le change

Processus de gestion : Gestion active par le biais de forward de change selon 3 principes :

- ✓ Le principe de couverture : il s'agit de chercher à diminuer la perte en cas de mouvement défavorable du marché ;
- ✓ Le principe de surperformance : il s'agit de chercher à améliorer le rendement du montant à risque en participant à tout mouvement favorable ;
- ✓ Le principe de baisse de volatilité : il s'agit de chercher à diminuer la sensibilité du montant à risque à la volatilité du marché.

Le fonds est donc soumis à un risque de change, pouvant aller de 0 jusqu'à 100% de l'actif net.

5) Pour la partie « Instruments dérivés »

Le fonds peut aussi intervenir sur des instruments financiers à terme négociés sur des marchés réglementés français et étrangers ou de gré à gré (swap, change à terme, futures et options) dans le but de couvrir et/ou d'exposer le fonds aux risques de change, actions.

Ces opérations sont limitées à une fois l'actif du FCP.

Le recours aux dérivés se fait sans recherche de surexposition

- **Description des catégories d'actifs :**

Le portefeuille du fonds est constitué des catégories d'actifs et instruments financiers suivants :

1) Actions

Le FCP a vocation à être exposé entre 60 et 100% de son actif net en actions internationales, principalement des actions du secteur du luxe par ailleurs le FCP se réserve le droit d'investir, à titre accessoire, dans des actions n'appartenant pas au secteur du luxe.

2) Titres de créance et instruments du marché monétaire

Le fonds pourra investir jusqu'à 40% de son actif en titres de créances et instruments du marché monétaire comprenant notamment les BTAN, les BTF, les Billets de Trésorerie, des certificats de dépôts, des ECP (european commercial papers) libellés en euros. ECHIQUIER LUXURY pourra également investir dans des titres de créance émis par les Etats-Unis dans la limite des ratios réglementaires.

A titre accessoire, le fonds pourra investir sur des produits de taux non libellés en euros ou en dollars américains.

3) Détention d'actions ou parts d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement

Le FCP peut détenir jusqu'à 10% de son actif net en actions ou parts d'OPCVM (français et étrangers), de FIA, français ou européens, ou de fonds d'investissement étrangers, dont des ETF (Exchange-Traded Funds)
Les OPC détenus en portefeuille pourront être composés d'OPCVM de la société de gestion.

4) Dérivés

L'utilisation des instruments financiers à terme, conditionnels ou non, fait partie intégrante du processus d'investissement en raison de leurs avantages et seront utilisés uniquement pour exposer ou couvrir l'actif du Fonds sur les devises et/ou sur les actions sans recherche de surexposition.

Il s'agit néanmoins d'une composante non essentielle d'un processus basé sur l'analyse fondamentale.

Nature de marché : réglementé
organisé
de gré à gré

Risques sur lesquels le gérant peut intervenir : actions
change

Nature des interventions : couverture

Exposition
Pour le change : couverture, surperformance et baisse de volatilité

Nature des instruments utilisés : futures
options
swap
change à terme
Non Deliverable Forward

La somme des engagements liés aux dérivés est limitée à 100% de l'actif net. L'utilisation des dérivés se fait sans recherche de sur exposition.

Ces instruments pourront être conclus avec des contreparties sélectionnées par la société de gestion.
La ou les contreparties éligibles ne dispose(nt) d'aucun pouvoir sur la composition ou la gestion du portefeuille du FCP.

5) Titres intégrant des dérivés

ECHIQUEL LUXURY peut investir, à titre accessoire, sur des titres intégrant des dérivés (notamment warrants, credit link note, EMTN, bon de souscription) négociés sur des marchés de la zone euro et/ou internationaux, réglementés ou de gré à gré.

Le recours à des titres intégrant des dérivés, par rapport aux autres instruments dérivés énoncés ci-dessus, sera justifié notamment par la volonté du gérant d'optimiser la couverture ou, le cas échéant, la dynamisation du portefeuille en réduisant le coût lié à l'utilisation de ces instruments financiers afin d'atteindre l'objectif de gestion.

Les risques sur lesquels le gérant peut intervenir :

- Actions
- Devises (uniquement pour la couverture du risque de change)

Dans tous les cas, le montant des investissements en titres intégrant des dérivés ne pourra dépasser plus de 10% de l'actif net. La somme des engagements liés aux titres intégrant des dérivés est limitée à 100% de l'actif net. Par ailleurs, le fonds n'investira pas dans des titres intégrant des dérivés complexes

6) Dépôts

Néant

7) Emprunt d'espèces :

Le FCP pourra avoir recours, temporairement, à l'emprunt d'espèces à hauteur de 10% de son actif net. L'emprunt d'espèces n'est envisagé que dans le cas d'un débit en compte courant, faisant suite à un décalage entre des opérations de souscriptions et de rachats sur les OPC sous-jacents.

8) Opérations d'acquisition et cessions temporaires de titres

Néant

• Niveau d'utilisation maximum des différents instruments (en % de l'actif net) :

○ Actions :	100%
○ Obligations et TCN :	40%
○ OPC :	10%
○ Dérivés :	100% (somme des engagements)
○ Titres intégrant des dérivés :	100% (somme des engagements)
○ Dépôts :	0%
○ Emprunt d'espèces :	10%
○ Opérations d'acquisition et cession temporaire de titres :	0%

Profil de risque :

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la société de gestion. Ces instruments connaîtront les évolutions et les aléas des marchés.

Les principaux risques liés à la classification sont :

- **Risque de perte en capital** : l'investisseur est averti que son capital n'est pas garanti et peut donc ne pas lui être restitué.
- **Risque actions** : Si les actions ou les indices, auxquels le portefeuille est exposé, baissent, la valeur liquidative du FCP pourra baisser. Les actions de petites capitalisations offrent une liquidité plus restreinte que les grandes capitalisations ; en conséquence, la détention éventuelle de ces titres peut augmenter significativement le niveau de risque du portefeuille. Les mouvements de baisse de marché pouvant être plus marqués et plus rapides, la valeur liquidative pourra baisser plus fortement et plus rapidement.
- **Risque de change** : il s'agit du risque de baisse des devises d'investissement, principalement le dollar, par rapport à la devise de référence du portefeuille, l'euro. En cas de baisse d'une devise par rapport à l'euro, la valeur liquidative pourra baisser.

Les principaux risques spécifiques liés à la gestion sont :

- **Risque discrétionnaire** : le style de gestion appliquée au FCP repose sur la sélection des valeurs. Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les valeurs les plus performantes. La performance du FCP peut donc être inférieure à l'objectif de gestion. La valeur liquidative du FCP peut en outre avoir une performance négative.

Les autres risques sont :

- **Risque de taux** : il s'agit du risque de baisse des instruments de taux découlant des variations de taux d'intérêts. Il est mesuré par la sensibilité qui pour l'OPCVM est quasi nulle. En période de hausse des taux d'intérêts, la valeur liquidative pourra baisser marginalement.

- **Risque de contrepartie** : il s'agit du risque de défaillance d'une contrepartie la conduisant à un défaut de paiement. Ainsi le défaut de paiement d'une contrepartie pourra entraîner une baisse de la valeur liquidative.

- **Risque de crédit** : il s'agit du risque lié à de fortes variations de la qualité de signature de supports monétaires ou obligataires. La dégradation du spread de crédit peut entraîner une baisse de la valeur liquidative

- **Risque de liquidité** : Les marchés sur lesquels le FCP intervient peuvent être affectés par un manque de liquidité temporaire. Ces dérèglements de marché peuvent impacter les conditions de prix auxquelles le FCP peut être amené à liquider, initier ou modifier des positions.

- **Risque lié aux petites et moyennes capitalisations** : il s'agit d'un risque accessoire. Le fonds peut investir sur des actions de petites et de moyennes capitalisations offrant une liquidité plus faible que les actions de grandes capitalisations.

- **Risque lié aux marchés émergents** : les risques de marché et de crédit sont amplifiés par les investissements dans les pays émergents où les mouvements de marché, à la hausse comme à la baisse, peuvent être plus forts et plus rapides que sur les grandes places internationales.

Souscripteurs concernés et profil de l'investisseur type :

- Part I (FR0010458265) : Tous souscripteurs et plus particulièrement les investisseurs institutionnels.
- Part P (FR0010960930) : Tous souscripteurs et plus particulièrement les particuliers et plateformes de distribution. La part pourra servir de support à des contrats d'assurance-vie et/ou de capitalisation en unité de compte.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans cet OPCVM dépend de votre situation personnelle. Pour le déterminer, vous devez tenir compte de votre patrimoine personnel, de vos besoins actuels et à 5 ans mais également de votre souhait de prendre des risques ou au contraire de privilégier un investissement prudent. Il est fortement recommandé de diversifier vos investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques de cet OPCVM.

La durée minimale de placement recommandée est de 5 ans.

Modalités de détermination et d'affectation des sommes distribuables :

Le résultat net et les plus-values nettes réalisées sont capitalisés.

Fréquence de distribution :

Néant (les sommes distribuables sont capitalisées)

Caractéristiques des parts :

Les parts sont entières et libellées en euro.

Modalités de souscription et de rachat :

Les ordres de souscription et de rachat qui sont reçus chaque jour J avant 11 heures auprès de BNP-Paribas Securities Services sont exécutés sur la base de la valeur liquidative du jour J calculée en J+1 (donc à cours inconnu), le règlement livraison intervenant en J+2.

Les ordres de souscription et de rachat sont uniquement acceptés en nombre de parts.

J	J : Jour d'établissement de la VL	J+1 ouvré	J+2 ouvrés
Centralisation avant 11h des ordres de souscription et de rachat	Exécution de l'ordre au plus tard en J	Calcul et publication de la valeur liquidative	Règlement des souscriptions et des rachats

Adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

- **BNP Paribas Securities Services**
S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
Adresse postale :
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

En application de l'article L. 214-8-7 du code Monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

Périodicité de la valeur liquidative : Quotidienne à l'exception des jours fériés ou de fermeture de la bourse de Paris.

Règlement : Le règlement des souscriptions et des rachats sera effectué en date de valeur J+2. J étant la date de la valeur liquidative. La souscription minimum de départ est de : une part. Les souscriptions minimums ultérieures sont d'une part.

Lieu et modalités de publication ou communication de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est disponible auprès de la société de gestion :

- **LA FINANCIERE DE L'ECHIQUIER**
53, avenue d'Iéna
75 116 Paris

☐ **Frais et Commissions :**

- **Commissions de souscription et de rachat :**

Les commissions de souscription et de rachat viennent augmenter le prix de souscription payé par l'investisseur ou diminuer le prix de remboursement. Les commissions acquises à l'OPCVM servent à compenser les frais supportés par l'OPCVM pour investir ou désinvestir les avoirs confiés. Les commissions non acquises reviennent à la société de gestion, au conseil, au commercialisateur, etc.

Frais à la charge de l'investisseur, prélevés lors des souscriptions et des rachats	Assiette	Taux barème
Commission de souscription non acquise à l'OPCVM (Part I et Part P)	Valeur liquidative x nbre de parts	3 % TTC maximum négociable à la souscription
Commission de souscription acquise à l'OPCVM (Part I et Part P)	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant
Commission de rachat non acquise à l'OPCVM (Part I et Part P)	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant
Commission de rachat acquise à l'OPCVM (Part I et Part P)	Valeur liquidative x nbre de parts	Néant

- **Les frais de fonctionnement et de gestion :**

Ces frais recouvrent tous les frais facturés directement à l'OPCVM, à l'exception des frais de transactions. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiation (courtages, impôts de bourse, etc.) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Aux frais de fonctionnement et de gestion peuvent s'ajouter :

- Des commissions de mouvement facturées à l'OPCVM

Frais facturés à l'OPCVM	Assiette	Taux Barème
Frais de gestion	Actif net	Part I : 1 % TTC par an. Part P : 2.392 % TTC par an.
Frais administratifs externes à la société de gestion	Actif net	Néant (non facturés à l'OPCVM)
Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion) : frais d'investissement dans des OPCVM externes	Actif net	2.01% TTC maximum
Commissions de mouvement	Prélèvement sur chaque transaction	0,40 % TTC maximum pour les actions uniquement
Commission de sur performance (part I et part P)		Néant

Le niveau maximal des commissions de gestion directes des fonds dans lesquels l'OPC investit est de 3.50% TTC maximum par an
Le niveau maximal des commissions de gestion indirectes des fonds dans lesquels l'OPC investit est de 3% TTC maximum par an
Les éventuelles rétrocessions seront perçues par le fonds.

Description du choix des intermédiaires : Les intermédiaires sont sélectionnés et évalués conformément à la réglementation et aux procédures internes de la société de gestion.

IV – INFORMATION D'ORDRE COMMERCIAL

Les distributions :

Néant (les sommes distribuables sont capitalisées)

Conditions de souscription et de rachat :

Les ordres de souscription et de rachat seront reçus chaque jour avant 11 heures auprès de BNP-Paribas Securities Services. Ils seront exécutés sur la base de la valeur liquidative du jour calculée en J+1 (donc à cours inconnu), le règlement livraison intervenant en J+2.

Les ordres de souscription et de rachat sont uniquement acceptés en nombre de parts.

Adresse de l'organisme désigné pour recevoir les souscriptions et les rachats :

- **BNP Paribas Securities Services**
S.C.A ayant son siège social au 3, rue d'Antin, 75002 Paris
Etablissement de crédit agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution
Adresse postale :
Grands Moulins de Pantin
9, rue du Débarcadère
93500 Pantin

Diffusion des informations concernant l'OPCVM :

Le prospectus complet du FCP et les derniers documents annuels et périodiques sont adressés dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :

- La Financière de l'Echiquier
53 avenue d'Iéna
75116 Paris

Des explications supplémentaires peuvent être obtenues auprès de la société de gestion ou sur www.lfde.com

Date de publication du prospectus : 12/11/2018

Le site de l'AMF (www.amf-france.org) contient des informations complémentaires sur la liste des documents réglementaires et l'ensemble des dispositions relatives à la protection des investisseurs.

Critères ESG :

Les porteurs de parts de l'OPCVM peuvent obtenir sur le site internet de la société (www.lfde.com) des informations complémentaires relatives à la prise en compte dans la politique d'investissement de La Financière de l'Echiquier des critères environnementaux, sociaux et de qualité de la gouvernance.

V – REGLES D'INVESTISSEMENT

L'OPCVM applique les ratios réglementaires définis par les articles R 214-21 et suivants du code monétaire et financier, consultable sur le site « www.legifrance.gouv.fr ».

Les principaux instruments financiers et techniques de gestion utilisés par l'OPCVM sont mentionnés dans le III « Modalités de fonctionnement et de gestion », partie « Dispositions particulières » du prospectus.

VI – RISQUE GLOBAL

Méthode de calcul du risque global sur les instruments financiers à terme : méthode de calcul de l'engagement.

VII – REGLES D'EVALUATION ET DE COMPTABILISATION DES ACTIFS

Le calcul de la valeur liquidative de la part est effectué en tenant compte des règles d'évaluation précisées ci-dessous :

- Les valeurs mobilières négociées sur un marché réglementé français ou étranger, sont évaluées au prix du marché. L'évaluation au prix du marché de référence est effectuée selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Ces modalités d'application sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

Toutefois :

. Les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé, sont évaluées à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion. Ces évaluations et leur justification sont communiquées au commissaire aux comptes à l'occasion de ses contrôles.

. Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre. Toutefois, les titres de créances négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois et en l'absence de sensibilité particulière pourront être évalués selon la méthode linéaire. Les modalités d'application de ces règles sont fixées par la société de gestion. Elles sont mentionnées dans l'annexe aux comptes annuels.

- Les parts ou actions d'OPC sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue.

- Les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion à leur valeur probable de négociation.

- Les titres qui font l'objet de contrats de cession ou d'acquisition temporaire sont évalués en conformité avec la réglementation en vigueur, les modalités d'application étant arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

- Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociées sur des marchés organisés français ou étrangers sont valorisées à la valeur de marché selon les modalités arrêtées par la société de gestion. Elles sont précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

- Les opérations à terme ferme ou conditionnel ou les opérations de change conclues sur les marchés de gré à gré, autorisées par la réglementation applicable aux OPCVM, sont valorisées à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion et précisées dans l'annexe aux comptes annuels.

Les comptes annuels de l'OPCVM sont présentés conformément aux règles comptables prescrites par la réglementation en vigueur, et notamment au plan comptable des OPCVM.

Comptabilisation des revenus

Les produits des placements à revenus fixes sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

VIII – REMUNERATION

La politique de rémunération de la Société de Gestion est compatible avec une gestion saine et efficace des risques et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des OPCVM que la Société de Gestion gère.

La politique de rémunération est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la Société de Gestion et des OPCVM qu'elle gère et à ceux des investisseurs dans ces OPCVM, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts. La politique de rémunération a été mise en place afin de :

- supporter activement la stratégie et les objectifs de la Société de Gestion ;
- supporter la compétitivité de la Société de Gestion sur le marché dans lequel elle opère ;
- assurer l'attractivité, le développement et la conservation d'employés motivés et qualifiés.

Le personnel de la Société de Gestion perçoit une rémunération comprenant une composante fixe et une composante variable, dûment équilibrées, faisant l'objet d'un examen annuel et basées sur la performance individuelle ou collective.

Les principes de la politique de rémunération sont révisés sur une base régulière et adaptés en fonction de l'évolution réglementaire. La politique de rémunération a été approuvée par les Administrateurs de la Société de Gestion.

Les détails de la politique de rémunération sont disponibles sur le site internet suivant : www.lfde.com. Une copie manuscrite de cette politique de rémunération est disponible gratuitement sur demande.

TITRE 1 - ACTIF ET PARTS**Article 1 - Parts de copropriété**

Les droits des copropriétaires sont exprimés en parts, chaque part correspond à une même fraction de l'actif du fonds. Chaque porteur de part dispose d'un droit de copropriété sur les actifs du fonds proportionnel au nombre de parts possédées.

La durée du fonds est de 99 ans à compter de la création du fonds sauf dans les cas de dissolution anticipée ou de la prorogation prévue au présent règlement.

Les parts pourront être fractionnées, sur décision du conseil d'administration de la société de gestion en millièmes dénommées fractions de parts.

Les dispositions du règlement réglant l'émission et le rachat de parts sont applicables aux fractions de parts dont la valeur sera toujours proportionnelle à celle de la part qu'elles représentent. Toutes les autres dispositions du règlement relatives aux parts s'appliquent aux fractions de parts sans qu'il soit nécessaire de le spécifier, sauf lorsqu'il en est disposé autrement.

Enfin, le conseil d'administration de la société de gestion peut, sur ses seules décisions, procéder à la division des parts par la création de parts nouvelles qui sont attribuées aux porteurs en échange des parts anciennes.

Article 2 - Montant minimal de l'actif

Il ne peut être procédé au rachat des parts si l'actif du FCP devient inférieur à 300 000 euros ; lorsque l'actif demeure pendant trente jours inférieur à ce montant, la société de gestion prend les dispositions nécessaires afin de procéder à la liquidation de l'OPCVM concerné, ou à l'une des opérations mentionnées à l'article 411-16 du règlement général de l'AMF (mutation de l'OPCVM).

Article 3 - Émission et rachat des parts

Les parts sont émises à tout moment à la demande des porteurs sur la base de leur valeur liquidative augmentée, le cas échéant, des commissions de souscription.

Les rachats et les souscriptions sont effectués dans les conditions et selon les modalités définies dans le prospectus.

Les parts de fonds commun de placement peuvent faire l'objet d'une admission à la cote selon la réglementation en vigueur.

Les souscriptions doivent être intégralement libérées le jour du calcul de la valeur liquidative. Elles peuvent être effectuées en numéraire et/ou par apport de valeurs mobilières. La société de gestion a le droit de refuser les valeurs proposées et, à cet effet, dispose d'un délai de sept jours à partir de leur dépôt pour faire connaître sa décision. En cas d'acceptation, les valeurs apportées sont évaluées selon les règles fixées à l'article 4 et la souscription est réalisée sur la base de la première valeur liquidative suivant l'acceptation des valeurs concernées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire, sauf en cas de liquidation du fonds lorsque les porteurs de parts ont signifié leur accord pour être remboursés en titres. Ils sont réglés par le dépositaire dans un délai maximum de cinq jours suivant celui de l'évaluation de la part.

Toutefois, si, en cas de circonstances exceptionnelles, le remboursement nécessite la réalisation préalable d'actifs compris dans le fonds, ce délai peut être prolongé, sans pouvoir excéder 30 jours.

Sauf en cas de succession ou de donation-partage, la cession ou le transfert de parts entre porteurs, ou de porteurs à un tiers, est assimilé(e) à un rachat suivi d'une souscription ; s'il s'agit d'un tiers, le montant de la cession ou du transfert doit, le cas échéant, être complété par le bénéficiaire pour atteindre au minimum celui de la souscription minimale exigée par le prospectus.

En application de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, le rachat par le FCP de ses parts, comme l'émission de parts nouvelles, peuvent être suspendus, à titre provisoire, par la société de gestion, quand des circonstances exceptionnelles l'exigent et si l'intérêt des porteurs le commande.

L'OPCVM peut cesser d'émettre des parts en application du troisième alinéa de l'article L. 214-8-7 du code monétaire et financier, de manière provisoire ou définitive, partiellement ou totalement, dans les situations objectives entraînant la fermeture des souscriptions telles qu'un nombre maximum de parts émises, un montant maximum d'actif atteint ou l'expiration d'une période de souscription déterminée. Le déclenchement de cet outil fera l'objet d'une information par tout moyen des porteurs existants relative à son activation, ainsi qu'au seuil et à la situation objective ayant conduit à la décision de fermeture partielle ou totale. Dans le cas d'une fermeture partielle, cette information par tout moyen précisera explicitement les modalités selon lesquelles les porteurs existants peuvent continuer de souscrire pendant la durée de cette fermeture partielle. Les porteurs de parts sont également informés par tout moyen de la décision de l'OPCVM ou de la société de gestion soit de mettre fin à la fermeture totale ou partielle des souscriptions (lors du passage sous le seuil de déclenchement), soit de ne pas y mettre fin (en cas de changement de seuil ou de modification de la situation objective ayant conduit à la mise en œuvre de cet outil). Une modification de la situation objective invoquée ou du seuil de déclenchement de l'outil doit toujours être effectuée dans l'intérêt des porteurs de parts. L'information par tous moyens précise les raisons exactes de ces modifications.

Lorsque l'actif net du FCP est inférieur au montant fixé par la réglementation, aucun rachat des parts ne peut être effectué

Article 4 - Calcul de la valeur liquidative

Le calcul de la valeur liquidative des parts est effectué en tenant compte des règles d'évaluation figurant dans le prospectus.

TITRE 2 - FONCTIONNEMENT DU FONDS

Article 5 - La société de gestion

La gestion du fonds est assurée par la société de gestion conformément à l'orientation définie pour le fonds.

La société de gestion agit en toutes circonstances dans l'intérêt exclusif des porteurs de parts et peut seule exercer les droits de vote attachés aux titres compris dans le fonds.

Article 5 bis - Règles de fonctionnement

Les instruments et dépôts éligibles à l'actif de l'OPCVM ainsi que les règles d'investissement sont décrits dans le prospectus.

Article 6 - Le dépositaire

Le dépositaire assure les missions qui lui incombent en application des lois et règlements en vigueur ainsi que celles qui lui ont été contractuellement par la société de gestion confiées. Il doit notamment s'assurer de la régularité des décisions de la société de gestion de portefeuille. Il doit, le cas échéant, prendre toutes mesures conservatoires qu'il juge utiles. En cas de litige avec la société de gestion, il en informe l'Autorité des marchés financiers.

Article 7 - Le commissaire aux comptes

Un commissaire aux comptes est désigné pour six exercices, après accord de l'Autorité des marchés financiers, par l'organe de gouvernance de la société de gestion.

Il certifie la régularité et la sincérité des comptes.

Il peut être renouvelé dans ses fonctions.

Le commissaire aux comptes est tenu de signaler dans les meilleurs délais à l'Autorité des marchés financiers tout fait ou toute décision concernant l'organisme de placement collectif en valeurs mobilières dont il a eu connaissance dans l'exercice de sa mission, de nature :

1° A constituer une violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables à cet organisme et susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière, le résultat ou le patrimoine ;

2° A porter atteinte aux conditions ou à la continuité de son exploitation ;

3° A entraîner l'émission de réserves ou le refus de la certification des comptes.

Les évaluations des actifs et la détermination des parités d'échange dans les opérations de transformation, fusion ou scission sont effectuées sous le contrôle du commissaire aux comptes.

Il apprécie tout apport en nature sous sa responsabilité.

Il contrôle la composition de l'actif et des autres éléments avant publication.

Les honoraires du commissaire aux comptes sont fixés d'un commun accord entre celui-ci et le conseil d'administration ou le directoire de la société de gestion au vu d'un programme de travail précisant les diligences estimées nécessaires. Il atteste les situations servant de base à la distribution d'acomptes.

Article 8 - Les comptes et le rapport de gestion

À la clôture de chaque exercice, la société de gestion établit les documents de synthèse et établit un rapport sur la gestion du fonds (le cas échéant, relatif à chaque compartiment) pendant l'exercice écoulé.

La société de gestion établit, au minimum de façon semestrielle et sous contrôle du dépositaire, l'inventaire des actifs de l'OPC. L'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le commissaire aux comptes.

La société de gestion tient ces documents à la disposition des porteurs de parts dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice et les informe du montant des revenus auxquels ils ont droit : ces documents sont, soit transmis par courrier à la demande expresse des porteurs de parts, soit mis à leur disposition à la société de gestion.

TITRE 3 - MODALITÉS D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Article 9 – Modalités d'affectation du résultat et des sommes distribuables

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, jetons de présence ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille du fonds majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les sommes distribuables par un organisme de placement collectif en valeurs mobilières sont constituées par :

- 1° Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus ;
- 2° Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées aux 1° et 2° peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre

La société de gestion décide de la répartition des résultats. Elle a opté pour la formule suivante :

- la capitalisation pure : les sommes distribuables sont intégralement capitalisées à l'exception de celles qui font l'objet d'une distribution obligatoire en vertu de la loi ;

TITRE 4 - FUSION - SCISSION - DISSOLUTION – LIQUIDATION

Article 10 - Fusion – Scission

La société de gestion peut soit faire apport, en totalité ou en partie, des actifs compris dans le fonds à un autre OPCVM, soit scinder le fonds en deux ou plusieurs autres fonds communs.

Ces opérations de fusion ou de scission ne peuvent être réalisées qu'un mois après que les porteurs en ont été avisés. Elles donnent lieu à la délivrance d'une nouvelle attestation précisant le nombre de parts détenues par chaque porteur.

Article 11 - Dissolution – Prorogation

Si les actifs du fonds demeurent inférieurs, pendant trente jours, au montant fixé à l'article 2 ci-dessus, la société de gestion en informe l'Autorité des marchés financiers et procède, sauf opération de fusion avec un autre fonds commun de placement, à la dissolution du fonds.

La société de gestion peut dissoudre par anticipation le fonds; elle informe les porteurs de parts de sa décision et à partir de cette date les demandes de souscription ou de rachat ne sont plus acceptées.

La société de gestion procède également à la dissolution du fonds en cas de demande de rachat de la totalité des parts, de cessation de fonction du dépositaire, lorsqu'aucun autre dépositaire n'a été désigné, ou à l'expiration de la durée du fonds, si celle-ci n'a pas été prorogée.

La société de gestion informe l'Autorité des marchés financiers par courrier de la date et de la procédure de dissolution retenue. Ensuite, elle adresse à l'Autorité des marchés financiers le rapport du commissaire aux comptes.

La prorogation d'un fonds peut être décidée par la société de gestion en accord avec le dépositaire. Sa décision doit être prise au moins 3 mois avant l'expiration de la durée prévue pour le fonds et portée à la connaissance des porteurs de parts et de l'Autorité des marchés financiers.

Article 12 – Liquidation

En cas de dissolution, le dépositaire, ou la société de gestion, est chargé(e) des opérations de liquidation. Ils sont investis à cet effet, des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs, payer les créanciers éventuels et répartir le solde disponible entre les porteurs de parts en numéraire ou en valeurs.

Le commissaire aux comptes et le dépositaire continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à la fin des opérations de liquidation.

TITRE 5 – CONTESTATION

Article 13 - Compétence - Élection de domicile

Toutes contestations relatives au fonds qui peuvent s'élever pendant la durée de fonctionnement de celui-ci, ou lors de sa liquidation, soit entre les porteurs de parts, soit entre ceux-ci et la société de gestion ou le dépositaire, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents.